

Affiché en Mairie
Le 26/01/2024

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE de circulation et de stationnement sur la commune de Quincy-Sous-Sénart

Extrait du Registre des arrêtés du Maire de la Commune de QUINCY-SOUS-SENART.

N° 6 / 2024

Le Maire de la Commune de QUINCY-SOUS-SENART,

VU le code de la route notamment ses articles R417-9, R417-10, R417-12,

VU les articles L 2212-1, L2212-2, L.2213-1, L.2213-2 du code général des collectivités territoriales,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

CONSIDERANT qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

CONSIDERANT que l'entreprise **GESTIVERT ENVIRONNEMENT** domiciliée Chemin de Lésigny à la Jonchère - 77150 LESIGNY, intervient toute l'année sur le territoire de la commune,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A compter du 01 janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024, suivant les besoins des travaux, l'entreprise **GESTIVERT ENVIRONNEMENT** est autorisée à occuper le domaine public pour réaliser des travaux d'entretien des espaces verts et des espaces publics.

ARTICLE 2 : Suivant les besoins du chantier, la circulation des véhicules à moteur, ainsi que des cycles sera restreinte et si nécessaire, régulée en alternat manuellement par K10. La circulation pourra être momentanément interrompue ou interdite nécessitant la mise en place de déviation.

ARTICLE 3 : Du personnel, des panneaux de signalisation routière et des barrières conformes à la réglementation en vigueur seront mis en place par l'entreprise pour permettre l'application des présentes dispositions.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera adressé à M. le Directeur Général des Services, M. le commissaire de Police de Brunoy, M. le chef de poste de la Police Municipale, M. le Président de l'entreprise GESTIVERT ENVIRONNEMENT, M. le Président du S.I.V.O.M. qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif territorialement compétent ou d'un recours gracieux auprès de la Commune de Quincy-sous-Sénart, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.